

Jeunesse : la mouvance comme mode de vie

Jean-François René

Volume 3, numéro 1, printemps 1990

Mouvements sociaux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301070ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301070ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Cet article cherche à brosser un portrait de ce que nous pourrions appeler au sens large le « mouvement social jeunesse » au Québec. Après avoir brièvement présenté un certain nombre de notions clés pour la compréhension du texte, l'auteur aborde les différentes composantes du mouvement. S'ensuit alors une description des divers pôles: formels (organismes communautaires et action collective) et informels (réseaux de débrouilles plus ou moins légaux). Le texte se termine sur quelques pistes de réflexion alimentées par des ouvrages traitant de cette question.

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

René, J.-F. (1990). Jeunesse : la mouvance comme mode de vie. *Nouvelles pratiques sociales*, 3(1), 61–74. <https://doi.org/10.7202/301070ar>



Jeunesse: la mouvance comme mode de vie

*Jean-François RENÉ
Chargé de cours en travail social
Université du Québec à Montréal
et Université de Montréal*

Cet article cherche à brosser un portrait de ce que nous pourrions appeler au sens large le «mouvement social jeunesse» au Québec. Après avoir brièvement présenté un certain nombre de notions clés pour la compréhension du texte, l'auteur aborde les différentes composantes du mouvement. S'ensuit alors une description des divers pôles: formels (organismes communautaires et action collective) et informels (réseaux de débrouilles plus ou moins légaux). Le texte se termine sur quelques pistes de réflexion alimentées par des ouvrages traitant de cette question.

À l'aube des années 90, que devient la jeunesse québécoise? Se regroupe-t-elle, se mobilise-t-elle encore? Si oui, comment, et sur quels terrains? C'est à ces questions que j'essaierai de répondre dans l'article qui suit. Ma présentation se fera en trois temps: je présenterai d'abord quelques notions essentielles à mon propos, et après avoir décrit les différents pôles qui m'apparaissent composer ce mouvement, je proposerai ensuite quelques pistes de réflexion inspirées des travaux d'auteurs qui se sont penchés ces dernières années sur les multiples transformations du social.

EN GUISE DE REPÈRES

Jeunesse

Parfois distinct de la notion d'adolescence, le concept de «jeunesse» se construit avec le siècle. Il renvoie moins à un âge biologique qu'à un temps de vie situé quelque part entre l'enfance et l'insertion dans le monde adulte. L'accès aux prérogatives qui accompagnent généralement cette insertion (emploi stable, vie de couple, etc.) sonne la fin de ce temps d'attente. C'est du moins l'itinéraire classique de la majorité des jeunes de sexe masculin. Or voilà que depuis la fin des années 70, cette période de «latence sociale» tend de plus en plus à s'allonger, séquelle de l'état de précarité dans lequel baignent de nombreux jeunes. Une telle précarisation institutionnalise ce qui initialement n'était qu'un temps d'expérimentations et de passage. De là l'allongement parfois bien au-delà de trente ans de la notion de jeunesse (Baethge, 1985; Chamboredon, 1985; Galland, 1984a, 1984b; René, 1987). Parallèlement, bien que l'emploi du terme se fera au singulier, je sous-entends que derrière ce vocable se cache une multitude d'itinéraires de vie, conséquence d'appartenances de classe, de sexe et de générations très diverses. Parler de mouvement de jeunesse, c'est donc s'employer à démontrer l'hétérogénéité des modes de vie propres à cette classe d'âge (Deniger, Gamache et René, 1986).

Mouvement social

En ce qui a trait au concept de mouvement, je me réfère aux travaux de l'italien Alberto Melucci. Pour l'auteur,

[...] plutôt que de mouvements, on devrait parler d'espaces de rassemblement (espaces d'agrégation): il existe entre les jeunes, les femmes, dans le champ de l'écologie et de la contre-culture, un réseau «diffus» de groupes, de points de rencontre, de circuits de solidarité qui diffèrent profondément de l'acteur collectif organisé politiquement (Melucci, 1983: 14).

Ici, la structure proposée n'est pas sans rappeler celle «d'une nébuleuse aux confins incertains et à la densité variable» (1983: 14). Qui plus est,

[...] sa définition inclut non seulement les organisations formelles, mais aussi les réseaux de relations informelles connectés à de plus larges espaces de participants (Melucci, 1984: 828).

C'est donc à cette conception du «mouvement» ou de «réseaux de mouvement» (Melucci, 1983: 15) que je me rattache dans les pages qui vont suivre.

Précarité

Parler de précarité, c'est avant tout décrire l'actuelle transformation du marché de l'emploi au Québec. C'est montrer combien les emplois permanents sont de plus en plus rares (Juneau, 1990: 12). Qu'ils sont largement remplacés par des emplois précaires, soit «tout emploi qui, contrairement à la forme commune de l'emploi, n'est pas de durée indéterminée» (Bernier, 1985: 84). Pensons aux emplois à temps partiel, à la pige, saisonniers, à contrat, au noir, etc. Ce sont surtout ces emplois qui sont disponibles aujourd'hui, et en tant que nouveaux arrivants sur le marché du travail, ils sont le lot de la majorité des jeunes. L'espace économique non précaire apparaît donc relativement étanche aux nouvelles générations et à leurs recherches d'insertion (René, 1987).

Mais la notion de précarité doit être également élargie à d'autres dimensions de la vie. Parlant des jeunes, Renée B. Dandurand souligne qu'«on a souvent oublié de considérer que se dégradaient aussi pour eux les conditions d'insertion à la vie matrimoniale et familiale » (1986: 119). Il importe donc de prendre en considération tant la présente mutation de la famille que l'instabilité actuelle des rapports amoureux (Dandurand, 1987; Demers, 1984; Poirier et Tremblay, 1989), comme autant de transformations qui altèrent les possibilités d'insertion. Conséquence de cette précarité aux multiples facettes: la perte de référents clairs. Comme le souligne Claudine Offredi:

[...] le précaire est pris dans les mailles d'une normalité qui l'auto-référencie de façon double et contradictoire: c'est la référence possible à des représentations «traditionnelles» du modèle de l'intégration sociale; [...] c'est la référence pour le moins contrastée, au flou des valeurs, aux rapports à l'argent, au pouvoir, au travail qui tendent à ne plus situer les individus dans la société (Offredi, 1988: 29).

Toute vie qui foisonne

Une multitude de pratiques et de résistances composent le mouvement des jeunes au Québec. Ce foisonnement de groupes et de réseaux s'avère plein de richesses. Je traiterai d'abord du pôle des pratiques d'action volontaire, en le subdivisant en deux sphères: 1) celle des organismes de services et d'entraide; 2) celle des groupes plus revendicatifs, donc plus proches de l'action collective. Puis, je m'attarderai à un second pôle, celui des formes d'agrégations plus informelles et, parfois, plus illicites¹.

Le communautaire d'abord

Depuis une dizaine d'années, plusieurs centaines, voire des milliers, d'organismes s'adressant aux jeunes se sont développés, leur offrant des services et cherchant à les regrouper, que ce soit dans le monde du loisir, dans celui des sports, dans le cadre d'activités culturelles ou à l'intérieur du réseau des affaires sociales. Toutefois, et c'est ce qui nous intéresse particulièrement ici, ils sont quelques centaines de groupes qui diffèrent par leur philosophie, leurs objectifs et leurs moyens d'action des groupes dont je viens de faire mention. Il s'agit des organismes communautaires jeunesse (OCJ).

Dans ce cadre, il faut inscrire en tête de liste, par la force du nombre, les quelques 200 maisons de jeunes disséminées à travers le Québec et dont près de la moitié sont membres du Regroupement des maisons de jeunes du Québec (RMJQ), fondé en 1980. En expansion durant la dernière décennie, ces maisons se veulent des lieux de rencontre et d'animation qui, au-delà du simple loisir, permettent aux 12-18 ans de s'exprimer d'une

1. Même si je n'utilise pas ici une typologie très précise pour regrouper les divers secteurs du mouvement des jeunes, je tiens à souligner que je m'inspire d'un certain nombre de travaux publiés au cours de la dernière décennie. Ainsi, dans un article paru au début des années 80, le sociologue français Jacques Caroux écrit: «N'est-il pas plus pertinent de "lire" les différentes conduites exprimant l'exclusion, l'abdication civique, l'impuissance de ceux qui vivent leur société comme un ordre clos, comme étant une des réponses du social à l'enfermement politico-administratif de notre société et à sa "crise", l'autre réponse s'exprimant en termes de luttes démocratiques et œuvrant pour une ouverture institutionnelle de notre société, pour une reconnaissance de droits sociaux autonomes?» (1982: 157).

Plus récemment, deux auteurs italiens proposent une sorte de typologie du social qu'ils présentent en quatre pôles, chacun occupant l'un des quatre points cardinaux; des pôles en continue interaction malgré un positionnement spatial distinct. D'un côté, 1) l'État et 2) le marché, représentant l'aspect formel de la société (une sorte d'institué); de l'autre, 3) les organismes volontaires et 4) les réseaux d'échanges informels, ces deux autres pôles occupant l'autre versant, le côté informel du social (l'instituant) (DONATI et COLOZZI, 1988).

Ces deux derniers grands pôles (3 et 4), qui recourent à bien des égards la proposition de Caroux, seraient en quelque sorte les réponses de la société civile à l'appropriation étatique du tissu social et l'extension des lois du marché propre au néo-libéralisme. La première réponse, celle des organismes volontaires ou plus largement de l'action volontaire, se jouerait sous le mode de la réappropriation démocratique; l'autre, celle des réseaux informels d'échange, étant plus de l'ordre de la réaction viscérale, de la débrouille économique, de la résistance au quotidien.

multitude de façons (activités culturelles, sportives, de plein air, créatrices etc.). Dans un autre champ d'intervention, celui de l'hébergement, notons l'existence d'une vingtaine de maisons à travers le Québec. Le Regroupement des maisons d'hébergement jeunesse du Québec (RMHJQ) chapeaute depuis 1987, année internationale des sans-abris, le travail de la plupart de ces maisons.

Par rapport à l'employabilité, soulignons l'apport des organismes spécialisés dans la réinsertion sociale et professionnelle des 16-30 ans. Ils sont une bonne cinquantaine à travers le Québec. Depuis 1984, ceux de la région de Montréal sont regroupés à l'intérieur de l'Association jeunesse travail du Montréal métropolitain (AJTMM). De tels regroupements existent également dans d'autres régions (Québec, Sherbrooke, Saguenay, Hull). Impossible également de passer sous silence le travail du Regroupement des organismes communautaires jeunesse du Montréal métropolitain (ROCJMM). Avec sa douzaine de groupes membres, dont le Bureau de consultation jeunesse, il se penche depuis la fin des années 70 sur diverses questions propres aux jeunes d'aujourd'hui.

Au-delà de ces grands regroupements s'ajoute la contribution de nombreux groupes d'envergure variable, et qui rejoignent les jeunes soit par le quartier, soit par une approche plus spécialisée (drogues, M.T.S., suicide). Parmi ceux-là, notons l'intervention des nombreux organismes de dépannage, que ce soit pour la bouffe ou le vêtement. Les exemples de ce genre sont nombreux: pensons au Resto-pop et au Café la Boustifable à Montréal, à la Chôm'hier à Sainte-Foy, etc. Au total, nous nous retrouvons donc avec plusieurs centaines d'organismes qui, malgré d'évidentes différences, peuvent être regroupés sous une même bannière, celle des organismes communautaires jeunesse (OCJ).

Mais qu'est-ce qui différencie un OCJ des autres organismes offrant des ressources aux jeunes? À l'occasion du premier colloque de ces organismes communautaires, tenu à Montréal durant l'Année internationale de la jeunesse (1985), une ébauche de définition est élaborée. Elle comprend les points suivants: 1) assurer la promotion «des organisations autonomes, nées des besoins de la communauté»; 2) favoriser une intervention qui se caractérise «par une relation d'aide bilatérale et par des rapports plus égalitaires»; 3) privilégier «une approche globale qui vise la prise de conscience par le jeune de son identité ainsi que son autonomisation»; 4) «Dépasser l'intervention de services, l'occupationnel et favoriser l'émergence d'espaces où les jeunes [...] sont acteurs et décideurs» (ROCJMM, 1986: 63-64). Résumons ces éléments: issus de la communauté et toujours en lien avec elle, les OCJ sont des organismes qui privilégient une approche qui part des besoins des jeunes et de leur potentiel. Le tout s'actualise à

travers une multitude d'activités qui, dans la mesure du possible, seront décidées et prises en charge par les jeunes eux-mêmes. Le jeune est donc reconnu comme un sujet et un acteur qui, malgré certaines difficultés ponctuelles, porte en lui de multiples possibilités dont il faut soutenir l'expression (Vaillancourt *et al.*, 1987: 132).

Un tel parti pris n'a de sens que s'il s'accompagne, sinon d'un projet de société, à tout le moins d'une critique minimale de la société dans laquelle le jeune évolue. Jusqu'ici, chaque organisme élabore ses propres positions, mais chacun pour soi, de sorte qu'il apparaît encore difficile pour les OCJ de se donner un projet commun à tous les regroupements. Il semble toutefois qu'il y ait place pour un partage des pratiques et la prise de conscience de l'espace et du pouvoir qu'ils détiennent collectivement. Du moins, c'est ce qu'avait permis le colloque de 1985, mais semblable expérience ne s'est pas répétée depuis ce temps.

Globalement, cette sphère semble porteuse d'une importante recherche d'autonomie, d'un désir évident de vivre différemment l'intervention sociale. Elle peut être comprise comme une volonté plus ou moins avouée d'ouvrir un espace démocratique, de créer une brèche dans le social-étatique. À témoin, l'actuel essor des divers regroupements d'organismes jeunesse. Et par ces tentatives plus organisées de reconnaissance, ces derniers se trouvent en quelque sorte à rejoindre la seconde sphère, celle des pratiques plus revendicatrices.

Place à l'action collective

C'est en continuité avec la sphère précédente que s'ouvre donc cette partie. Car si les organismes communautaires jeunesse se présentent d'abord comme des groupes de services, nous venons de voir qu'ils se transforment parfois en groupes de pression. D'abord revendicateurs d'une plus grande reconnaissance par l'État de leur impact social, mais aussi, ponctuellement, revendicateurs avec d'autres mouvements (je pense à tout le réseau des organismes d'éducation populaire) d'une société plus équitable. Notons que l'enjeu central actuel réside d'ailleurs dans leur capacité d'accéder à une plus grande reconnaissance, et conséquemment à un financement plus important et plus stable, tout en conservant la spécificité et l'autonomie qui accompagnent leurs pratiques.

Parmi les mouvements historiquement plus revendicatifs et où l'action collective prime, le mouvement étudiant attire d'abord notre attention. Tant dans les années 60 que dans les années 70, le mouvement étudiant québécois fut de tous les combats, que ce soit pour défendre ses propres intérêts (luttés pour l'accessibilité à l'éducation et les prêts et bourses), ou en tant que partie

prenante d'une multitude d'autres luttes sociales et politiques (question nationale, luttes ouvrières, luttes anti-impérialistes, mouvement des femmes). Les années 80 comportent aussi leurs luttes étudiantes, encore que largement axées sur le dossier des prêts et bourses et plus récemment sur la hausse des frais de scolarité. Toutefois, sans être inexistante, la mobilisation reste largement en deçà des deux décennies précédentes. Non pas que ce mouvement, aux multiples composantes, soit maintenant moribond. Nullement! À preuve, sa visibilité récente autour de la hausse des frais de scolarité. Ce qui est plus en cause, c'est la faiblesse de l'adhésion au mouvement et à ses organisations. Car si elles secrètent toujours leur lot de militants et militantes, les organisations étudiantes arrivent difficilement à soulever leur base, et ce malgré l'importance des enjeux².

Les mêmes constats s'imposent sur d'autres terrains de mobilisation. Que l'on songe aux luttes du Regroupement autonome des jeunes (RAJ) autour de 1984-1986, à Scrap-Paradis au plan de la contestation de la réforme de l'aide sociale dans les années qui suivirent. Que l'on pense à la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) qui continue tant bien que mal depuis de nombreuses années à défendre les droits des jeunes sans emploi. Là aussi, les enjeux sont énormes et les attaques aux droits sociaux, importantes. Pourtant, malgré la visibilité des porte-parole, la mobilisation des principaux intéressés demeure laborieuse.

Parallèlement, cependant, d'autres terrains sont investis, révélant une vitalité sociale certaine au sein de cette génération. Entre autres, beaucoup de jeunes manifestent un intérêt réel pour des questions aussi cruciales que l'écologie et la paix. Comme le soulignait un sondage récent fait auprès d'un peu plus d'un millier de jeunes âgés de 15 à 18 ans, ces deux préoccupations (environnement et guerre) viennent en tête des problèmes qu'ils considèrent actuellement comme très importants (Arsenault, 1989: 30). D'autres sondages viennent corroborer cette constatation. Dans la pratique, cependant, notons que cela se traduit davantage par des gestes concrets, quotidiens, que par des formes de regroupements à caractère large et permanent.

Bien que les jeunes peuvent ponctuellement sortir dans la rue et même représenter la majorité des marcheurs, comme ce fut le cas à l'occasion de la Marche pour la paix à Montréal à l'automne 1989, ici comme ailleurs, les moins de trente ans se mobilisent essentiellement autour d'actions concrètes (recyclage dans les écoles, promotion de produits écologiques, alimentation plus saine, etc.). Comme pour les autres générations, ces

2. Les derniers ajustements apportés à ce texte furent écrits à la mi-février 1990, juste avant le déclenchement probable d'une grève nationale des étudiants autour de la question de l'augmentation des frais de scolarité. Ce passage aurait donc pu mériter certains ajustements à la lumière des événements.

grandes questions préoccupent, inquiètent même, mais devant le peu de prise et le sentiment d'impuissance qui les accompagne, ils sont rarement des acteurs très visibles. Tout se joue au niveau de la conscience, et prend corps à travers de petits gestes. C'est une sorte de volonté de «vivre autrement» qui s'enracine essentiellement dans la vie de tous les jours.

Dans le même sens, il faut noter la relative remontée des préoccupations nationalistes au sein des jeunes générations. Manifestement, la conjoncture actuelle a fait naître (et renaître) une identification plus tangible au fait français, en berne depuis le référendum de 1980. Mais encore une fois, c'est plus dans les écoles et les quartiers où l'on compte par dizaines les comités du Mouvement Québec français, que s'activent les jeunes générations. Exception faite de l'importante représentation des 15-30 ans à l'occasion de la grande manifestation de l'hiver 1989 dans les rues de Montréal (60 000 personnes), la visibilité ici-aussi demeure très ponctuelle.

Bien qu'apparemment moins présente dans la vie quotidienne que les deux précédentes questions, le féminisme n'est pas totalement absent des préoccupations des jeunes Québécois. Pour plusieurs jeunes femmes, le mouvement féministe demeure le lieu premier d'engagement, comme en font foi les comités femmes dans certains cégeps et universités. Et ici le militantisme ardent perdure, ce qui amène parfois les plus jeunes militantes à se frotter aux militantes plus expérimentées en décriant leur attentisme. Cette tension est apparue à l'intérieur de la Coalition pour le droit à l'avortement et s'est traduit à la fin de l'automne 1989 par une manifestation autonome des groupes de jeunes femmes. Cette manifestation distincte avait été suscitée par le Comité femme de l'Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec (ANEEQ).

Enfin, il est impossible de terminer la présentation de cette seconde sphère sans dire un mot des pratiques culturelles à caractère alternatif. Souvent peu visibles, fonctionnant en collectifs ou en réseaux relativement informels, ces regroupements m'apparaissent plein de vitalité et souvent porteurs d'une vive critique sociale. Pensons à Ciel Variable, qui publie depuis déjà quelques années une revue qui trace un portrait à vif des splendeurs et misères de la vie urbaine nord-américaine. Textes et photos à l'appui, cette publication nous entraîne vers un monde composé d'individus plus ou moins isolés, parfois rebelles à toutes formes d'encadrement. C'est sur ce monde que nous allons nous arrêter dans les pages qui vont suivre.

Des réseaux informels et illicites

Le second pôle de ce qui compose l'actuel mouvement jeunesse renvoie plus que jamais à l'indicible, à la mouvance dans laquelle pataugent plusieurs

jeunes. Difficile ici d'isoler des sphères distinctes: nous pénétrons dans un univers qui se conjugue sous le mode de la débrouille économique, des réseaux informels de survie, de la violence même.

La débrouille économique m'apparaît la première dimension à souligner. Ce thème a été largement abordé dans les ouvrages sociologiques québécois sur la jeunesse (Gauthier, 1988; Grell, 1985; Lazure, 1986; Lesage, 1986; René, 1986). Il renvoie à toute une série de pratiques de survie vécues soit individuellement, soit à l'intérieur de micro-réseaux. Parfois légales, ces débrouilles se nichent très souvent dans l'univers des transgressions économiques. Pensons tout particulièrement aux multiples jobines au noir qui sont le pain quotidien de bien des jeunes assistés sociaux ou en chômage.

Ces formes de débrouille varieront bien sûr en fonction des possibilités de chacun. Certes, force est de constater qu'il y a une distinction entre la pige au noir d'un jeune graphiste universitaire qui donne plus ou moins dans l'entrepreneurship, et les 40 heures non déclarées dans une usine de textile d'un jeune qui n'a pas terminé son cours secondaire. Des variations donc, qui renvoient à des itinéraires de vie distincts, modelés tant par le passé de chacun de ces jeunes que par leurs lieux d'ancrage actuel. Mais aussi des différences qui, si elles nous obligent à parler de «jeunesses au pluriel», en distinguant âge, classe, sexe et origine ethnique, ne nient toutefois pas la «centralité» du phénomène. Devant l'impossibilité de se trouver un emploi stable, bien des jeunes apprennent donc à «vivre autrement».

Malgré l'isolement de certains, ce «vivre autrement» entraîne aussi l'édification de multiples formes de solidarités. Dans son étude sur les jeunes chômeurs de la région de Québec, Madeleine Gauthier et son équipe montrent bien l'importance de ces solidarités. Elles peuvent se tisser autour de la famille et de la parenté, et passer par une panoplie de services, qui vont du soutien matériel à la garde d'enfants. Elles peuvent aussi prendre corps dans le réseau d'amis et se manifester de diverses façons:

Les amis se refilent des emplois, un projet gouvernemental ou ils font la corvée pour la construction de la maison d'un copain. Certains partagent aussi les frais de logement s'ils ont quitté la famille (Gauthier, 1988: 118).

L'auteure souligne qu'ils ont pu entre autres observer

[...] chez des jeunes femmes en apparence les plus démunies de la Basse-Ville, [...] la présence d'un réseau d'amitié et de solidarité féminines qui contrebalance le reste (Gauthier, 1988: 176).

Au-delà du travail au noir et des solidarités qui en découlent, ce «vivre autrement» se dirige aussi vers des réseaux et des transgressions plus dures:

prostitution, itinérance, gangs de jeunes, etc. Ici, la débrouille n'est pas toujours rose, et il ne faut surtout pas lui conférer des vertus qu'elle ne possède pas. Ainsi, tous les intervenants s'entendent pour parler d'un minimum de 5000 jeunes qui vivent plus ou moins dans la rue à Montréal. Peut-être faudrait-il doubler et même tripler ce chiffre (Cellier, 1984). Des adolescents fugueurs aux jeunes adultes itinérants, en passant par les petits revendeurs de drogues et les jeunes qui s'adonnent à la prostitution, voilà tout un monde qui vit d'expédients pour assurer sa survie, un monde où se font et se défont continuellement les solidarités, en fonction des exigences de ces débrouilles extrêmes. Plus récemment, notons l'apparition de gangs plus organisés. Ces réseaux semblent le moteur de plusieurs formes de déviance et de violence, soit en stimulant l'illégal (vols, prostitution, vente de drogues, etc.), soit en donnant carrément dans la guérilla idéologique comme le phénomène Skinhead (Ligue des droits et libertés, 1989).

QUE FAUT-IL RETENIR?

Ainsi s'achève ce portrait du «mouvement des jeunes au Québec». Plusieurs autres dimensions auraient pu être abordées, mais l'espace restreint m'oblige à me limiter à cette brève réflexion. Je conclurai en faisant ressortir les traits dominants de celui-ci.

À l'heure de la mouvance

Difficile de tracer clairement les contours de cette jeunesse. Comme le souligne F. Dubet, le monde des jeunes est un univers «métissé, recomposé d'un bric-à-brac culturel perçu de cette manière par les acteurs» (Dubet, 1987: 427). Avec sa multitude de pratiques, de résistances, de débrouilles et de styles, cette jeunesse prend moins le chemin du mouvement que de la mouvance aux confins indéfinissables. Cette structure rappelle la définition de mouvement présentée au début de l'article:

Les «réseaux de mouvements» présentent tous les traits d'une structure segmentée, réticulaire, polycéphale [...] il s'agit d'une structure «diffuse» ou, mieux, de «latence»; chaque cellule vit sa vie propre en complète autonomie par rapport au reste du «mouvement», même si elle maintient une série de liens à travers la circulation des informations et des personnes; ces liens deviennent explicites seulement à l'occasion des mobilisations collectives sur des enjeux à propos desquels le réseau latent remonte à la surface, pour ensuite s'immerger à nouveau dans le tissu du quotidien (Melucci, 1983: 15).

Le type d'expérimentation et de pratique au quotidien propre à la jeunesse québécoise rejoint bien l'idée de réseaux latents et submergés. Puis,

par le biais de certaines démarches revendicatrices, l'action émerge ponctuellement (manifestations, regroupements). Elle autorise, autour de certaines grandes questions comme la réforme des services sociaux ou l'augmentation des frais de scolarité, à occuper un espace public et à faire ainsi pression sur le système politique. Pour Melucci, cette émergence et la médiation qui se créent alors avec le système politique permet d'éviter que «l'action collective contemporaine éclate vers la fuite expressive, les symboles vides ou vers la violence marginale, la déviance sans issue» (Melucci, 1983: 44). Cela dit, visibilité et latence se conjuguent toujours au présent. Tout se vit généralement au jour le jour, au ras du sol, sur des enjeux concrets, réalisables et proches des besoins personnels.

En ce sens, le rassemblement [...] se produit dans le présent et ne poursuit pas d'objectif éloigné et inatteignable [...]; la solidarité du groupe n'est pas séparable de la recherche personnelle, des besoins affectifs de communication des membres, dans leur existence quotidienne (Melucci, 1983: 44).

Prenant à témoin la jeunesse italienne, Melucci précise qu'

[...] il y a affirmation d'une parole qui n'entend plus être séparée des émotions, qui veut s'enraciner dans l'être plus que dans le faire et qui ainsi retourne à la pauvreté essentielle, aux ruptures et au vide de l'expérience profonde de chacun (1983: 19).

Vers une nouvelle culture?

Cette recherche affective et communicationnelle dont fait état Melucci rejoint les propos d'autres auteurs. Dans ses travaux sur la jeunesse allemande, Rainer Zoll croit percevoir dans la culture des jeunes la naissance d'une nouvelle éthique, une éthique où «la communication est la forme par laquelle les jeunes assimilent le monde et construisent une nouvelle culture» (Zoll, 1988). Cette «éthique discursive» rappelle à bien des égards les travaux de Michel Maffesoli sur la mouvance «néo-tribale», qui serait «caractérisée par la fluidité, les rassemblements ponctuels et l'éparpillement» et favoriserait «le rétrécissement sur le groupe et un approfondissement des relations à l'intérieur de ces groupes» (1988: 98 et 114).

Toutefois, s'il est possible que nous assistions à l'émergence d'une telle éthique, ce qui reste à vérifier de toute façon, une telle mutation a ses limites. Car sans être exclusive, elle m'apparaît d'abord et avant tout le fait d'une certaine jeunesse issue de la classe moyenne. C'est particulièrement chez elle que se manifeste ce désir de mieux vivre, la valorisation de l'être sur le faire. C'est particulièrement là que se crée et perdure, malgré la précarité, un certain espace d'expérimentation. Au-delà des fermetures économiques et sociales, ces jeunes arrivent à tirer adroitement les ficelles qu'offre la

précarisation. Ce sont eux qui questionnent par leur vécu certaines des grandes valeurs propres à la société industrielle: centralité de l'éthique du travail, dominance masculine dans les rapports hommes-femmes, conquête de l'environnement, individualisme. Un peu comme si l'impossibilité d'accéder à part entière au monde des adultes les obligeait à développer de nouvelles formes de rapport au monde. Sans nier l'insécurité chronique qui entoure cet état de vie, il est donc pensable que de cet espace pourtant limité d'expressions et d'expérimentations surgissent des mutations sociétales plus profondes.

Mais, il n'est pas si certain non plus que cette nouvelle éthique à dominance communicationnelle rejoigne tous les jeunes. Le portrait qui précède nous montre que si la précarité sociale et économique peut parfois signifier entraide, elle annonce aussi misère et isolement. Pour beaucoup de ces jeunes, souvent sur l'assistance sociale, c'est alors la survie personnelle qui prime. Et une telle atomisation de l'être ne permet souvent guère plus qu'une communication minimale et passive, à la remorque de ce qui est imposé mass-médiatiquement. Pour ces nombreux jeunes, plus ou moins dépourvus de ressources individuelles, la fermeture sociale est alors entière. Perdre le présent, qui se conjugue autour de débrouilles très primaires, avec bien souvent en prime des problèmes de santé mentale (Plante, 1984). Nulle place ici pour expérimenter une nouvelle culture, si ce n'est celle de la pauvreté et de la rue.

Pris en quelque sorte entre la précarité de la vie et des grands problèmes sociaux, tels l'écologie, il ne reste donc bien souvent aux jeunes que l'espace du quotidien et ses agrégations horizontales pour se mobiliser. Un nouveau lien social se tisse parfois, une façon d'être-ensemble, qui permet de donner un sens à sa vie sans risquer d'y laisser sa peau. À l'orée du troisième millénaire, il semble bien que ce soit dans ce cadre que la mouvance jeune continuera à se déployer. Mais les limites sont évidentes et les exclus s'annoncent fort nombreux. Une ouverture s'impose d'emblée, au risque d'oublier au passage quelques générations.

Bibliographie

- ARSENAULT, M. (1989), «Les valeurs des jeunes», *L'actualité*, juin.
- BAETHGE, M. (1985), «L'individualisme comme espoir et danger: apories et paradoxes de l'adolescence dans les sociétés occidentales», *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 37, n° 4.
- BERNIER, Colette (1984), «Crise et précarisation de l'emploi: l'exemple du travail à temps partiel au Québec», dans BELLEMARE, Diane et Céline SAINT-PIERRE (sous la direction de), *Les stratégies de reprise*, Montréal, Éditions Saint-Martin.

- CAROUX, Jacques (1982). «Des nouveaux mouvements sociaux à la dérobade du social?», *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 72.
- CELLIER, Patrick (1984). «Quand une société jette sa jeunesse à la rue», *Santé mentale au Québec*, vol. 9, n° 2.
- CHAMBOREDON, Jean-Claude (1985). «Adolescence et post-adolescence: la «juvénisation»», dans ALLEON, A. M., MORMAN, O. et S. LOBOVICI (sous la direction de), *Adolescence terminée, adolescence interminable*, Paris, Presses Universitaires de France.
- DANDURAND, Renée B. (1986). «Jeunes et milieu familial», dans DUMONT, Fernand (sous la direction de), *Une société des jeunes*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- DANDURAND, Renée B. (1987). «La monoparentalité au Québec: aspects socio-historiques», *Revue internationale d'action communautaire*, n° 18/58.
- DENIGER, Marc-André, GAMACHE, Jocelyne et Jean-François RENÉ (1986). *Jeunesses: des illusions tranquilles*, Montréal, VLB Éditeur.
- DEMERS, Linda (1984). «Les jeunes et la famille au Québec: aspects démographiques», *Santé mentale au Québec*, vol. 9, n° 2.
- DONATI, P. et I. COLOZZI (1988). «Institutional Reorganization and New Shifts in the Welfare Mix in Italy during the 1980's», dans EVENS, A. et H. WINTERSBERGER (sous la direction de), *Shifts in the Welfare Mix*, Vienne, European Centre for Social Welfare Training and Research.
- DUBET, François (1987). *La galère: jeunes en survie*, Paris, Fayard.
- GALLAND, O. (1984a). «La prolongation de la jeunesse: vers un nouvel âge de vie?», *Contradictions*, n° 40-41.
- GALLAND, O. (1984b). «Précarité et entrées dans la vie», *Revue française de sociologie*, vol. 25.
- GAUTHIER, Madeleine (1988). *Les jeunes chômeurs*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- GRELL, Paul (1985). *Étude du chômage et des conséquences: les catégories sociales touchées par le non-travail*, Montréal, Groupe d'analyse des politiques sociales, École de service social, Université de Montréal.
- JUNEAU, Albert (1990). «Vers une société précaire», *Le Devoir*, 19 février.
- LAZURE, Jacques (1986). «Les modes de vie des jeunes», dans DUMONT Fernand (édit.), *Une société des jeunes*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- LESAGE, Marc (1986). *Les vagabonds du rêve*, Montréal, Éditions du Boréal.
- MAFFESOLI, Michel (1988). *Le temps des tribus, Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris, Méridien Klincksiek.
- MELUCCI, Alberto (1983). «Mouvements sociaux, mouvements post-politiques», *Revue internationale d'action communautaire*, n° 10/50.
- MELUCCI, Alberto (1984). «An end to Social Movements? Introductory paper to the sessions on new movements and change in organizational forms», *Social Science Information*, 23, 4/5.
- MELUCCI, Alberto (1985). «The Symbolic Challenge of Contemporary Movements», *Social Research*, vol. 52, n° 4.

- LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS (1989). *Le Mouvement Skinhead et l'Extrême-droite*, Montréal, LDT.
- OFFREDI, Claudine (1988). «La précarité des années quatre-vingt ou un phénomène social en gestation dans la société», *Revue internationale d'action communautaire*, n° 19/59, printemps.
- PLANTE, Marie-Carmen (1984). «La santé mentale des jeunes et le chômage», *Santé mentale au Québec*, vol. 9, n° 2.
- POIRIER, Guylaine et Monique TREMBLAY (1988). *L'amour... dans de beaux draps!*, Montréal, Centre Saint-Pierre.
- REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES JEUNESSE DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN (ROCJMM) (1986). *Plus que possible*, Montréal, ROCJMM.
- RENÉ, Jean-François (1987). «La jeunesse et le social: lorsque le temps vacille et l'espace éclaté», *Les cahiers de la recherche sur le travail Social*, n° 13, Université de Caen.
- VAILLANCOURT, Yves, BOURQUE, Denis, DAVID, Françoise et Édith OUELLET (1987). *La privatisation des services sociaux*, Annexe n° 37 du Rapport de la Commission Rochon, Québec, Les Publications du Québec.
- ZOLL, Rainer (1987). «Vers une éthique discursive», dans C. LALIVE D'EPINAY et et R. SUE (sous la direction de), *Chômage, marginalité et créativité*, Genève, Centre européen de la culture, Université de Genève.
- ZOLL, Rainer (1988). *Hypothèse d'un nouveau modèle culturel*, texte ronéotypé, non publié à ce jour.